

DRIEAT-IF / SEB/DPI/UEPB1
Horaires d'ouverture : 9h00-12h00 / 14h00-17h00
tel : 01 48 12 45 00 – fax : 01 48 12 45 10
21-23 rue Miollis
75 732 Paris cedex 15

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE PREMIER. OBJET – INTERVENANTS – DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
1-1. Contexte et Objet du marché	4
1-2. Intervenants	5
1-3. forme des notifications	6
1-4. Décomposition en tranches et en lots	6
1-5. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données.....	7
1-6. Dispositions générales	7
1-7. Ordres de service.....	9
ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	9
ARTICLE 3. RÉMUNÉRATION – RÈGLEMENT DES COMPTES – VARIATION DANS LES PRIX	9
3-1. Rémunération.....	9
3-2. Règlement des comptes	10
3-3. Variation dans les prix	11
ARTICLE 4. DÉLAIS D'EXÉCUTION – PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES.....	12
4-1. Délai d'exécution.....	12
4-2. Pénalités pour retard d'exécution.....	13
4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution	14
ARTICLE 5. EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE JUSQU'A LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX	14
5-1. Estimation du coût prévisionnel des travaux – Coût prévisionnel des travaux	14
5-2. Tolérance sur le coût prévisionnel des travaux.....	14
5-3. Seuil de tolérance	14
5-4. Coût de référence des travaux	15
5-5. Moyens donnés au coordonnateur SPS – Obligations du titulaire	15
ARTICLE 6. EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE APRES LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX	16
6-1. Coût initial des marchés de travaux, conditions économiques d'établissement	16
6-2. Tolérance sur le coût initial des marchés de travaux.....	16
6-3. Seuil de tolérance sur le coût initial des marchés de travaux.....	16
6-4. Comparaison entre réalité et tolérance	16
6-5. Travaux modificatifs ou supplémentaires	16
6-6. Réduction pour dépassement du seuil de tolérance	17

6-7. Suivi de l'exécution des travaux	17
6-8. Ordres de services	17
6-9. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail	17
6-10. Contrôle technique	18
ARTICLE 7. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	19
7-1. Avances.....	19
ARTICLE 8. CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	19
8-1. Opération de vérification	19
8-2. Achèvement de la mission	20
8-3. Résiliation	20
ARTICLE 9. DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	21

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ARTICLE PREMIER. OBJET – INTERVENANTS – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1-1. Contexte et Objet du marché

1-1-1 Contexte de la prestation :

En 2009, la direction des routes d'Île-de-France (DIRIF) a entrepris la modernisation de 22 tunnels de son réseau routier. L'objectif de ce programme de modernisation est d'accroître la sécurité dans les voies couvertes, notamment grâce à l'installation d'équipements de haute technologie et le renforcement des structures des tunnels.

En effet, suite aux incendies des tunnels du Mont Blanc (1999), du Gothard (2001) et du Fréjus (2005), l'Etat a décidé de renforcer la sécurité dans les tunnels et d'informer les usagers des bons comportements à adopter en cas d'incident grave. Il se conforme en cela à une circulaire du 25 août 2000 qui a conduit à l'élaboration d'un diagnostic de sécurité sur l'ensemble des tunnels français de grande longueur. La parution d'un décret le 24 juin 2005 et sa circulaire d'application en 2006 ont rendu obligatoire la mise en conformité des tunnels routiers de plus de 300 mètres.

La DIRIF a été mandatée par l'État pour réaliser ces travaux pour permettre d'équiper les tunnels avec du matériel de haute technologie, afin de les rendre plus sûrs.

Dans ce cadre, il est devenu nécessaire de réhabiliter et d'adapter les postes de contrôle. En effet, les configurations actuelles des locaux pâtissent de plusieurs faiblesses : salles sous-dimensionnées, espaces mal agencés ou inadaptés aux nouveaux équipements...

Cette opération de réhabilitation des salles d'exploitation des PCTT vise ainsi à améliorer le confort de celles-ci mais également à accueillir le futur système de gestion technique centralisée (GTC) et les nouveaux équipements liés à la mise en sécurité des tunnels.

1-1-2 Historique des études :

Plusieurs études ont déjà été conduites sur les locaux à réhabiliter. Ces études seront communiquées au titulaire du marché et serviront de base à la réalisation de ses missions.

Des diagnostics relatifs au gros entretien des bâtiments, à la performance énergétique, à l'accessibilité et à la sécurité incendie pour chaque PCTT ont été réalisés par la société Bérim en octobre 2010. Ils ont permis de dresser un état des lieux ainsi qu'une synthèse des besoins techniques pour chaque bâtiment.

Des études d'ergonomie pour le réaménagement des salles d'exploitation de chaque PCTT ont été réalisées par l'entreprise SPIE en 2009. Elles ont servies à la réalisation des pré-programmes et des programmes pour l'agencement des salles et la performance des mobiliers.

Des dossiers techniques amiantes ont été réalisés pour l'ensemble des bâtiments abritant les postes de contrôle des transports et tunnels.

Des études de programmation ont été réalisées par l'entreprise PIXYS en 2013 et à l'issue, le bureau d'étude ARTELIA Ville et Transports a été mandaté pour réaliser une mission de maîtrise d'œuvre.

En vue de la réalisation des travaux d'aménagement de la salle d'exploitation du PCTT d'Arcueil, un maître d'œuvre (société PIKA) est désigné par le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA). Ce dernier étant chargé de reprendre les études à partir de celles réalisées par ARTELIA au stade PRO/DCE et jusqu'à la réalisation des travaux. Ces derniers ont été réceptionnés en mars 2023.

1-1-3 Objet du marché :

Conformément aux dispositions de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 modifiée et des textes pris pour son application, le présent marché concerne une mission de Maîtrise d'Œuvre pour le réaménagement des postes de Contrôle Tunnels et Trafic (PCTT) de Champigny-sur-Marne, Saint-Denis et Nanterre.

Le marché de maîtrise d'œuvre objet de la présente consultation comporte les missions normalisées prévus à l'article L2431-1 du Code de la commande publique :

- PRO (Études de projet)
- ACT (Assistance au maître d'ouvrage à la consultation des travaux),
- DET (Direction de l'exécution des contrats de travaux),
- VISA (Examen de la conformité et visas),
- OPC (Ordonnancement, pilotage et coordination des travaux),
- AOR (Assistance au maître d'ouvrage lors des opérations de réception), comprenant notamment la prestation OPR (opérations préalables à la réception des ouvrages), DOE (dossier des ouvrages exécutés) et GPA (garantie de parfait achèvement)

Conformément à l'annexe III – 9 de l'arrêté du 22 mars 2019 des éléments de missions complémentaires peuvent être confiés au maître d'œuvre. Cet article introduit également la notion d'obligation de conseil du maître d'œuvre, en précisant : « lorsque que ces missions complémentaires ne sont pas confiées par le maître de l'ouvrage au maître d'œuvre, ce dernier doit, néanmoins, au titre de son obligation de conseil, attirer l'attention du maître de l'ouvrage sur la nécessité de prendre en compte les préoccupations correspondantes lorsque cela est nécessaire à la cohérence de l'opération. »

Les prestations font l'objet d'un marché à tranches optionnelles conformément aux dispositions des articles R2113-4 à R2113-6 du Code de la commande publique (CCP).

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.
La référence des normes applicables figure dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1-2. Intervenants**1-2-1 Titulaire du marché :**

Les caractéristiques du titulaire du marché, désigné dans le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) sous le nom de « maître d'œuvre », sont précisées à l'article 1 de l'acte d'engagement. La bonne exécution des prestations dépendant essentiellement de la/des personne(s) physique(s) nommément désignée(s) dans l'acte d'engagement.

Le titulaire est réputé connaître toutes les dispositions législatives et réglementaires pouvant s'appliquer à l'opération susvisée.

1-2-2 Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) :

Le pouvoir adjudicateur est représenté par Madame la Directrice Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports de l'Île-de-France.

1-2-3 Conduite d'opération

Elle sera assurée par le service énergie bâtiment (SEB), département patrimoine Immobilier / UEPB1 de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports de l'Île-de-France (DRIEAT-IF).

1-2-4 Les utilisateurs

Personnels pour lesquels les travaux sont envisagés. Ils seront représentés par le chef du département de l'exploitation, du trafic et des tunnels de la DIRIF, direction des routes d'Île-de-France.

1-2-5 Le contrôle technique

La mission de contrôle technique est assurée par la société BTP Consultant, Immeuble Central II – 460 Clos de la Courtine – 93194 Noisy-le-Grand Cedex

Les missions confiées par le maître de l'ouvrage au contrôleur technique sont relatives :

- à la solidité des ouvrages et des éléments d'équipements indissociables (Mission L) ;
- à la solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés des ouvrages (Mission P1)
- à la sécurité des personnes dans les constructions (Mission S)
- à la vérification initiale des installations électriques (VIEL)

1-2-6 CSPS

L'opération, objet du présent marché, relève de la catégorie 2 au sens du Code du Travail (loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993).

Le maître d'œuvre met en œuvre les principes généraux de prévention définis aux 1°, 2°, 3°, 5°, 6° et 8° de l'article L.4121-2 du Code du Travail.

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au maître d'œuvre en application des dispositions du code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent marché sous le nom de « coordonnateur SPS ».

La mission de Coordonnateur SPS est assurée par la société ALPHA Concept

1-3. forme des notifications

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG maîtrise d'œuvre (CCAG-MOE), l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG-MOE, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, l'acheteur procédera à la notification de toutes les informations par voie électronique, via la messagerie de la plate-forme de dématérialisation PLACE, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement (destinataire).

La messagerie sécurisée de PLACE assurera la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire

Ces accusés de réception seront générés par PLACE, et permettront de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception de l'information.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG-MOE, c'est la date et l'heure de réception de la première consultation du document qui a été adressé, mentionnées sur le récépissé généré par PLACE, qui sont considérées comme celles de la notification.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG-MOE, à défaut de consultation de l'information sur PLACE par le destinataire, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

En application de l'article 3.2.1 du CCAG-MOE, si l'information transmise au titulaire ne mentionne pas de délai (s) celui-ci (ceux-ci) commencent à courir à 0 heure le lendemain de l'accusé de réception par le destinataire.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

Lors de la transmission de l'information via PLACE par l'acheteur, celui-ci veillera à utiliser la modalité technique d'envoi, qui permettra au destinataire de lui adresser une réponse en retour via PLACE, le cas échéant.

Si cette réponse fait courir un délai, le démarrage de ce dernier commencera à courir dans les mêmes conditions que celles décrites pour la notification par l'acheteur.

1-4. Décomposition en tranches et en lots

Le marché comporte une tranche ferme et 3 tranches optionnelles désignées ci-après :

Désignation des tranches	
Tranche ferme	Maîtrise d'œuvre pour le réaménagement des salles d'exploitation des PCTT – Phase étude PRO/ACT
Tanche optionnelle 1	Maîtrise d'œuvre pour le réaménagement de la salle d'exploitation du PCTT

Désignation des tranches	
	de Champigny-sur-Marne – Phase travaux DET, OPC, VISA, AOR (dont OPR, DOE et GPA)
Tanche optionnelle 2	Maîtrise d'œuvre pour le réaménagement de la salle d'exploitation du PCTT de Saint-Denis – Phase travaux DET, OPC, VISA, AOR (dont OPR, DOE et GPA)
Tanche optionnelle 3	Maîtrise d'œuvre pour le réaménagement de la salle d'exploitation du PCTT de Nanterre – Phase travaux DET, OPC, VISA, AOR (dont OPR, DOE et GPA)

Les prestations ne sont pas réparties en lots.

1-5. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données

1-5-1 Obligation de confidentialité :

En application de l'article 5-1 du CCAG-MOE, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par l'acheteur et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4-3-1 du CCAP.

1-5-2 Règlement général sur la protection des données :

En application de l'article 5-2 du CCAG-MOE, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et l'acheteur est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par l'acheteur ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet. Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter l'acheteur afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4-3.2 du présent CCAP.

1-6. Dispositions générales

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères chargés de l'environnement et du logement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

1-6-1. Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du représentant de l'acheteur, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du représentant de l'acheteur, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 44.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre à l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise,

pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1-6-2 Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés :

1-6-2-1 Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit à l'acheteur une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1-6-2-2 Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre à l'acheteur les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins,
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, l'acheteur, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la

réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 32.3 du CCAG-Moe.

1-6-3 Assurances :

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution.

Leurs polices doivent apporter les minimums de garantie suivants :

- dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et immatériels : 900 000 € par sinistre et par année.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9-1-3 du CCAG-MOE, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations à l'acheteur dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande de l'acheteur, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

1-6-4 Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-5-3 ci-dessus.

1-7. Ordres de service

L'ordre de service est la décision de l'acheteur qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché.

Les ordres de service sont notifiés par le représentant de l'acheteur, désigné lors de la notification du marché, au titulaire dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG MOE.

ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi (**daté et signé par les représentants habilités des parties**).;
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), en ce inclus ses annexes ;
- Le programme de l'opération ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de maîtrise d'œuvre (CCAG-Moe) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (NOR : ECOM2106877A), et le CCAG applicable aux marchés publics de travaux (CCAG-T) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (NOR : ECOM2106871A) en ce qui concerne la maîtrise d'œuvre, et notamment ses relations avec les entreprises ;
- Le schéma organisationnel du plan d'assurance qualité (SOPAQ) ;
- L'offre technique du titulaire (mémoire technique) ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché

ARTICLE 3. RÉMUNÉRATION – RÈGLEMENT DES COMPTES – VARIATION DANS LES PRIX

3-1. Rémunération

3-1-1 Généralités

La rémunération est forfaitaire.

Elle est exclusive de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission.

3-1-2 Montant

Le montant de la rémunération est égal au montant hors TVA mentionné à l'article 2-1 de l'acte d'engagement.

3-2. Règlement des comptes**3-2-1 Modalités de paiement des avances acomptes, solde et indemnités – Intérêts moratoires**

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

En cas de dépassement du délai global de paiement, le titulaire et ses éventuels sous-traitants ont droit, et sans autre formalité, au bénéfice du versement automatique et forfaitaire de 40 € et des intérêts moratoires, calculés à l'aide du taux d'intérêt défini selon les modalités des articles L2192-10 à -15 et R2192-10 à -37 du Code de la Commande Publique relatifs à la lutte contre les retards de paiement.

Le point de départ du délai global de paiement des acomptes et du solde est la date de réception de la demande de paiement par le conducteur d'opération.

3-2.2. Rythme de règlements

Le règlement des sommes dues au maître d'œuvre pour l'exécution des éléments de mission définis à l'article 1-3 ci-dessus, fait l'objet d'acomptes et d'un solde dans les conditions suivantes :

Élément de mission PRO :

(1)	Exigibilité
50 %	À la remise des documents relatifs à la mission
50 %	Après approbation de l'élément de mission par le RPA.

Élément de mission ACT :

(1)	Exigibilité
50 %	À la remise des documents relatifs à la mission DCE
50 %	Après approbation de l'élément de mission DCE par le RPA.
50 %	Après l'analyse et sélection du prestataire des travaux.
50 %	Après la mise au point du marché de travaux.

Élément de mission VISA :

(1)	Exigibilité
	En fonction de l'avancement des visas des études d'exécution rapporté à la liste des études d'exécution à viser.

Élément de mission DET :

(1)	Exigibilité
	En fonction de l'avancement des travaux sous forme de demandes de paiements mensuelles sur la production d'un état périodique comportant le compte rendu d'avancement des travaux, chaque acompte ayant un montant de : DET/N N étant le nombre de mois du délai d'exécution des travaux, hors période de préparation de chantier.

Éléments de mission OPC : à préciser (A prévoir aussi à l'article 4.1 ci-après)

(1)	Exigibilité
	En fonction de l'avancement des travaux sous forme de demandes de paiements mensuelles sur la production d'un état périodique comportant le compte rendu d'avancement des travaux, chaque acompte ayant un montant de : OPC/N N étant le nombre de mois du délai d'exécution des travaux, hors période de préparation de chantier.

Éléments de mission AOR/OPR-DOE-GPA :

(1)	Exigibilité
40 %	Après la réception par le RPA de la dernière proposition de réception avec ou sans réserve adressée par le maître d'œuvre.
20 %	Après acceptation sans réserve de tous les décomptes généraux par les entrepreneurs ou après traitement des réclamations éventuelles de celles-ci par le maître d'œuvre.
15 %	Après la réception par le RPA de la dernière proposition de levée de toutes les réserves adressée par le maître d'œuvre.
10 %	Après réception par le RPA de la totalité des Dossiers des Ouvrages Exécutés (DOE).
15 %	Après la fin du délai de garantie de parfait achèvement du (dernier) marché de travaux prévue par l'article 44.1 du CCAG Travaux ou à l'issue de la prolongation que le maître de l'ouvrage pourrait décider en application l'article 44.2 dudit CCAG

(1) Pourcentage du montant de l'élément de mission pour la prestation.

3-2-3 Rémunération des éléments de mission

Le montant de chaque acompte relatif aux éléments de mission est déterminé à partir des montants figurant à l'annexe 2 de l'acte d'engagement.

3-2-4 Modalités particulières de paiements

Si le marché est passé avec des **prestataires groupés**, la signature de la demande d'acompte ou du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par chacun des membres du groupement de la somme à leur payer, compte tenu des modalités de répartition des paiements figurant à l'annexe 2 de l'acte d'engagement.

3-2-5 Paiement direct des sous-traitants :

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R.2193-10 à R.2193-16 du CCP complétées par les stipulations suivantes :

- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir à l'acheteur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

3-2-6 Acompte

La demande d'acompte, établie par le maître d'œuvre, est transmise au représentant de la maîtrise d'ouvrage qui assure la mission de conduite d'opération. Le CCAG-MOE est seul applicable.

3-2-7 Demande de paiement du solde et décompte général

1. Demande de paiement du solde

La demande de paiement est envoyée au conducteur d'opération en recommandé avec accusé réception. Le CCAG-MOE est seul applicable.

2. Décompte général (en cas de paiement sous forme d'acomptes)

Le CCAG-MOE est seul applicable.

3-3. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

La variation des prix ne s'applique pas aux indemnités, pénalités, retenues.

Les prix sont révisables par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées ci-après :

Mois d'établissement des prix du marché :

Les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois fixé en page 1 de l'acte d'engagement. Ce mois est réputé correspondre à celui de la date à laquelle le candidat a fixé son prix remis dans son offre final.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0).

Choix de l'index de référence :

L'index de référence **I** choisi en raison de sa structure pour la révision des prestations faisant l'objet du marché est :

ING : Ingénierie

Il est publié sur le site internet de l'INSEE ou du ministère en charge du calcul des index.

Modalité de révision des prix :

Le coefficient de révision **C_n** est donné par la formule :

$$C_n = 0,15 + 0,85 \times (I_n / I_0)$$

avec : **I₀** = Valeur de l'index de référence **I** prise au mois d'établissement des prix ;

I_n = Valeur de l'index de référence **I** prise au mois de réalisation des prestations.

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

Application de la taxe à la valeur ajoutée :

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par l'acheteur du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par l'acheteur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par l'acheteur. L'acheteur règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

ARTICLE 4. DÉLAIS D'EXÉCUTION – PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES

Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG-MOE, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

4-1. Délai d'exécution

4-1-1 Délais généraux

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

4-1-2 Délais particuliers

Élément de mission	Tâche	Délai (en jours ouvrés)	Point de départ du délai
PRO	Rendu PRO	25 jours	Notification du marché
ACT	Rendu DCE	10 jours	Notification de l'ordre de service validant la mission PRO
	Prise en compte des	5 jours	Date de notification des remarques

Élément de mission	Tâche	Délai (en jours ouvrés)	Point de départ du délai
	modifications		éventuelles (éventuellement par courriel)
	Réponse aux questions	2 jours	Date de transmission de la question par le conducteur d'opération
	Analyse des candidatures et des offres*	5 jours	Date de la remise au maître d'œuvre des plis contenant les candidatures et les offres
	Mise au point des dossiers marchés	5 jours	Date de la décision d'attribution des marchés.
VISA	Visa des études d'exécution	3 jours	Date d'envoi des documents d'exécution par l'entreprise.
DET	Compte rendu de réunion	1 jours	Date de la réunion.
	Constats	3 jours	Date de la demande de l'entrepreneur.
	Notification des décisions	1 jours	Date de réception de la décision du RPA
	Mémoires en réclamation	10 jours	Date de réception de la réclamation de l'entrepreneur.
	État d'avancement	Au plus tard le 7 de chaque mois	Au plus tard le 7 de chaque mois
	Projets de décomptes finaux	①	Date de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise.
AOR	OPR	10 jours	Date de réception, par le maître d'œuvre, de l'avis de l'entrepreneur titulaire du lot désigné au Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) des marchés de travaux ou date prévisible d'achèvement des travaux indiquée dans l'avis.
	Proposition de réception	5 jours	Date du procès verbal des OPR
	DOE	7 jours	Après réception par le maître d'œuvre de tous les documents dus par les entrepreneurs.
	Examen des désordres	3 jours	Date de saisine par le RPA
	PV de levée des réserves	10 jours	Date de réception de l'avis de l'entrepreneur ayant levé les réserves.
	Proposition de levée de réserves	5 jours	Date du procès verbal de levée de réserve

① Jusqu'à la plus tardive des 2 dates suivantes :

- 15 jours après la réception du projet de décompte final ;
- 15 jours après la publication de l'index de référence permettant la révision du solde.

4-2. Pénalités pour retard d'exécution

4-2-1 Plafond des pénalités pour retard d'exécution :

Le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée.

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues suite à procédure contradictoire conformément à l'article 16.2.4 du CCAG-MOE

4-2-2 Pénalités pour retard d'exécution :

Les stipulations du CCAG-MOE sont seules applicables, compte tenu du complément suivant :

S'il est fait application, conformément aux dispositions de l'article 3 de l'acte d'engagement, d'un délai global d'exécution de plusieurs tranches, la pénalité de retard prévue au marché s'applique au montant de l'ensemble

des tranches.

4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution

4-3-1 Pénalités pour non respect des clauses de confidentialité

En cas de non-respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1-4-1 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500 €

4-3-2 Pénalité pour non respect de la réglementation RGPD

En cas de non-respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.4.2 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 200 €.

4-3-3 Autres pénalités liées au paiement des entreprises de travaux

Le défaut de mention de la date de réception ou de remise de la demande de paiement des entrepreneurs entraîne l'application d'une pénalité forfaitaire de 300 € par demande présentée.

Par dérogation à l'article 12.2.2 du CCAG-Travaux, le délai dans lequel le maître d'œuvre notifie l'état d'acompte mensuel est de 10 jours à compter de la réception de la demande du titulaire des marchés de travaux. En cas de dépassement de ce délai pour vérifier les états d'acomptes mensuels des marchés de travaux et les transmettre au maître d'ouvrage via Chorus, le titulaire encourt une pénalité de 300 € par jour de retard. En cas de versement des intérêts moratoires par le maître d'ouvrage cette pénalité est égale au montant de ces intérêts qui lui sont directement imputables.

ARTICLE 5. EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE JUSQU'À LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX

5-1. Estimation du coût prévisionnel des travaux – Coût prévisionnel des travaux

Pour chaque tranche, le coût prévisionnel des travaux **C_p** est le montant de toutes les prestations de travaux nécessaires pour réaliser l'ouvrage tel que défini au programme et fournie au titre de l'élément Projet.

Ce coût est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois **m₀** fixé en page de garde de l'acte d'engagement.

Le titulaire s'engage sur un coût prévisionnel des travaux **C_p** sur la base des études de Projet de chaque tranche.

La part de l'enveloppe financière prévisionnelle **C₀** affectée aux travaux par le maître d'ouvrage est mentionnée à l'article 2-1 de l'acte d'engagement

L'estimation du coût prévisionnel des travaux est décomposée en tranches.

Pour chaque tranche, si le coût prévisionnel des travaux proposée par le titulaire au moment de la remise des prestations de l'élément Projet est supérieure à la part de l'estimation du coût prévisionnel des travaux affectée à cette tranche, le maître d'ouvrage peut refuser d'approuver les prestations et demander au titulaire, de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec l'estimation citée ci-dessus.

Pour chaque tranche, après approbation de l'élément Projet par le maître d'ouvrage, un avenant fixe le montant du coût prévisionnel des travaux que le titulaire s'engage à respecter.

Pour passer de la rémunération provisoire à la définitive, les parties conviennent de retenir la rémunération calculée au pourcentage par application de la formule suivante : Montant définitif de la rémunération = estimation définitive du coût prévisionnel des travaux x taux de rémunération.

En cas de modification du programme ayant une incidence sur le coût prévisionnel des travaux, l'avenant défini ci-dessus fixe le nouveau coût prévisionnel des travaux.

5-2. Tolérance sur le coût prévisionnel des travaux

Le coût prévisionnel des travaux est assorti du taux de tolérance de 3 % pour chaque tranche.

5-3. Seuil de tolérance

Pour chaque tranche, le seuil de tolérance est égal au coût prévisionnel des travaux, sur lequel s'est engagé le titulaire, majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance fixé à l'article précédent.

Pour chaque tranche, ce seuil de tolérance comporte une décomposition par consultations.

L'avancement des études permet au titulaire lors de l'établissement des prestations de chaque élément de

mission de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux.

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance, et ceci avant même de connaître les résultats des consultations lancées pour la passation des marchés de travaux, le titulaire doit reprendre gratuitement ses études si le maître d'ouvrage le lui demande.

5-4. Coût de référence des travaux

Lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la mise en compétition relative à la passation du/des marché(s) de travaux, il établit le coût de référence des travaux tel qu'il résulte des consultations.

Si l'opération fait l'objet de plusieurs consultations décalées dans le temps, le seuil de tolérance est déterminé par consultation. Si ce seuil est dépassé, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de relancer la consultation.

Le seuil de tolérance global sera décomposé pour chaque consultation par voie d'avenant lors de la validation des études de projet.

Ce coût est égal à la somme du/des montant(s) de l'/des offre(s) considérée(s), tous critères confondus, comme les plus intéressantes par le maître d'ouvrage et des montants initiaux des marchés notifiés. Chacun de ces montants est ramené aux conditions économiques du mois m_0 (précisé en page de garde de l'acte d'engagement) par application du coefficient de réajustement C_r défini comme suit :

$$C_r = BT_{e-6} / BT_{t-6}$$

BT01 : Index du bâtiment

avec : BT_{e-6} = Valeur de l'index BT01 au mois m_0 moins 6 mois ;
 BT_{t-6} = Valeur de l'index BT01 au mois m_0 moins 6 mois, des offres du marché de travaux.

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Si le coût dépasse le seuil de tolérance **correspondant** et si le maître d'ouvrage déclare la consultation infructueuse, le titulaire a l'obligation de reprendre les études, sans que cela n'ouvre droit à rémunération complémentaire, pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises ou à une nouvelle base de négociation devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance.

Le titulaire fait des propositions dans ce sens au maître de l'ouvrage dans un délai de 30 jours suivant la demande.

Sur la base de cette nouvelle étude et après recevabilité prononcée par le maître d'ouvrage, le titulaire doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de 30 jours à compter de l'accusé de réception de cette recevabilité afin de permettre au maître d'ouvrage de lancer une nouvelle consultation.

5-5. Moyens donnés au coordonnateur SPS – Obligations du titulaire

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

- Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :
 - tous les documents relatifs aux avant-projet(s) et projet(s) ;
 - tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- Le titulaire informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions qu'il organise dans le cadre de l'exécution de sa mission.
- Le titulaire s'engage à :
 - fournir au coordonnateur SPS, à sa demande, tout autre document et information nécessaires au bon déroulement de la mission de coordination ;
 - respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies par le maître d'ouvrage. Celles-ci font l'objet d'un document notifié au titulaire et qui sera annexé au présent marché.
- Pendant toute la durée de l'exécution de sa mission, le titulaire doit prendre toute disposition pour donner suite aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS.
- Le titulaire arrête les mesures d'organisation générale du chantier en concertation avec le coordonnateur SPS.
- Le titulaire vise toutes les observations consignées par le coordonnateur SPS dans le registre journal de la coordination.
- Pour l'analyse des offres des entreprises, le titulaire consulte le coordonnateur SPS et intègre son avis dans le rapport d'analyse des offres.

ARTICLE 6. EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE APRES LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX

Dans le cadre de sa mission, le titulaire est chargé de faire appliquer les stipulations du marché de travaux liant l'entreprise(s) et le maître d'ouvrage et ne peut y apporter aucune modification sans accord préalable de ce dernier.

6-1. Coût initial des marchés de travaux, conditions économiques d'établissement

Le coût initial des marchés de travaux est celui qui résulte des marchés de travaux passés par le maître d'ouvrage pour la réalisation du projet.

Ce coût est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux, chacun d'eux étant ramené aux conditions économiques du mois m_0 du marché de maîtrise d'œuvre (précisé en page de garde de l'acte d'engagement) par application du coefficient de réajustement C_r défini ainsi :

$$C_r = {}^{\textcircled{1}} I_{0-6} / I_{t-6}$$

avec : $I_{0-6} =$ Valeur de l'index I au mois m_0 moins 6 mois ;
 $I_{t-6} =$ Valeur de l'index I au mois m_0 moins 6 mois, du marché de travaux concerné.

L'indice est le BT01 pour les travaux du bâtiment.

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Un avenant constate et arrête le montant du coût initial des marchés de travaux que le titulaire s'engage à respecter.

6-2. Tolérance sur le coût initial des marchés de travaux

Le coût initial des marchés de travaux est assorti d'un **taux de tolérance** de 3 %.

6-3. Seuil de tolérance sur le coût initial des marchés de travaux

Le seuil de tolérance est égal au coût initial des marchés de travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance fixé à l'article précédent.

6-4. Comparaison entre réalité et tolérance

Le coût total définitif des travaux est celui qui, après achèvement de l'ouvrage, résulte des prestations exécutées. Sont exclus les travaux supplémentaires ou modificatifs qui seraient exécutés à la suite d'une décision indépendante du titulaire (modifications qui s'imposent au maître d'ouvrage après la passation des marchés de travaux ou résultant de modifications du programme demandées par le maître d'ouvrage).

Ce coût est la somme des montants, en prix de base, des travaux réellement exécutés, chacun d'eux étant ramené aux conditions économiques du mois m_0 (précisé en page de garde de l'acte d'engagement) par application du coefficient de réajustement C_r tel que défini à l'article 6-1 ci-dessus.

6-5. Travaux modificatifs ou supplémentaires

6-5-1 Définition

Les travaux modificatifs ou supplémentaires font l'objet d'une fiche de travaux modificatifs rédigée par le titulaire et comprenant son estimation aux conditions économiques au mois m_0 "Travaux".

Ces modifications sont classées par le maître d'ouvrage sur proposition du titulaire dans l'une des catégories suivantes :

Catégorie 1 : modifications dans la consistance ou le coût du projet demandées par le maître d'ouvrage ou s'imposant à lui.

L'incidence financière de ces modifications n'est pas prise en compte dans le coût total définitif des travaux.

Le titulaire estime l'incidence éventuelle de ces modifications sur sa rémunération forfaitaire en la justifiant par éléments de mission conformément aux stipulations de l'article 4-1-2. ci-dessus.

Catégorie 2 : modifications dans la consistance du projet apportées par le titulaire en cours d'exécution par suite d'imprévisions, d'imprécisions ou d'adaptations dans ses études ou d'erreurs dans la conduite des travaux.

L'incidence financière des modifications ne peut en aucun cas donner lieu à une rémunération complémentaire du titulaire.

L'incidence financière de ces modifications est prise en compte dans le coût total définitif des travaux défini à

l'article 6-4 ci-dessus.

6-5-2 Modalités d'acceptation

Les fiches de travaux modificatifs, et les propositions de classement, établies par le titulaire, sont soumises à décision du maître d'ouvrage (MOA).

Les décisions du MOA relatives aux travaux modificatifs ou supplémentaires sont portées sur la fiche de travaux modificatifs rédigée par le titulaire.

Dans le cas où le coût des travaux modificatifs, chiffré par les entreprises, est supérieur à l'estimation du titulaire, ce dernier soumettra une nouvelle proposition justifiée pour acceptation et décision par le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA).

6-6. Réduction pour dépassement du seuil de tolérance

Si le coût total définitif des travaux est supérieur au seuil de tolérance tels que définis aux articles 6-3 et 6-4, le titulaire supporte une réduction égale à :

$10 \% \times (\text{coût total définitif des travaux} - \text{seuil de tolérance})$

Le montant de la réduction est arrondi à l'euro supérieur.

Cependant, le montant de cette réduction ne pourra excéder 15 % du montant de la rémunération des éléments postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

6-7. Suivi de l'exécution des travaux

Conformément aux dispositions de l'article 1-1-3 du présent CCAP, la "direction de l'exécution des marchés de travaux" incombe au titulaire qui est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages. A ce titre il est l'unique interlocuteur des entrepreneurs.

Le maître d'œuvre tient compte dans l'exercice de sa mission de celles dévolues à chacun de ces intervenants et les tient informés des actes relevant de sa responsabilité qui peuvent les concerner.

Pendant les phases d'exécution des travaux, il leur donne notamment accès aux registres de chantiers.

Il prend en compte leur avis pour les questions relevant de leurs missions et fait part, le cas échéant, au maître d'ouvrage des désaccords qui pourraient survenir entre ces intervenants et lui.

Le maître d'ouvrage lui fait connaître son arbitrage, le cas échéant, sous un délai de [vingt] jours. En l'absence d'arbitrage du maître d'ouvrage, le maître d'œuvre est libre de sa décision, dont il informe le maître d'ouvrage et les intervenants concernés.

En aucun cas le maître d'œuvre ne pourra invoquer les avis des autres intervenants pour se soustraire à ses obligations contractuelles.

6-8. Ordres de services

Dans le cadre de l'élément de mission "Direction de l'exécution des marchés de travaux", le titulaire est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination des entrepreneurs.

Toutefois les ordres de service ayant une incidence financière ne peuvent être notifiés par le titulaire qu'après décision du MOA prise selon les modalités prévues à l'article 6-5.2 ci-dessus.

Les ordres de service doivent être écrits, datés, signés, numérotés et adressés en deux exemplaires par le titulaire à l'entrepreneur, dans les conditions prévues à l'article 3.1 du CCAG applicable aux marchés de travaux. Pour faciliter le traitement comptable, les ordres de service doivent être numérotés rigoureusement par ordre d'émission, sans doublon ou numéro manquant. Le titulaire transmet une copie de l'ordre de service au maître d'ouvrage qui peut s'assurer à tout moment qu'ils ont bien été délivrés en temps utile.

6-9. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

6-9-1 Autorité du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le titulaire sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger.

Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. Les reprises, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées

dans le registre journal.

6-9-2 Moyens donnés au coordonnateur SPS

A - Libre accès

Le coordonnateur SPS a libre accès aux bureaux de chantier et au matériel mis à disposition du titulaire pour ses différentes réunions.

B - Obligations du titulaire

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage.

Les obligations du titulaire sont les suivantes :

- Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :
 - tous les documents relatifs aux études d'exécution ;
 - tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
 - la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
 - chaque version du/des calendrier(s) détaillé(s) d'exécution.
- Le titulaire informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions qu'il organise dans le cadre de l'exécution de sa mission.
- Le titulaire s'engage à :
 - fournir au coordonnateur SPS, à sa demande, tout autre document et information nécessaires au bon déroulement de la mission de coordination ;
 - respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies par le maître d'ouvrage. Celles-ci font l'objet d'un document notifié au titulaire et qui sera annexé au présent marché.
- Le titulaire vise toutes les observations consignées par le coordonnateur SPS dans le registre journal de la coordination.
- Pendant toute la durée de l'exécution de sa mission, le titulaire doit prendre toute disposition pour donner suite aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS.
- Le titulaire arrête les mesures d'organisation générale du chantier en concertation avec le coordonnateur SPS.
- Pour le commencement des travaux des marchés dont une période de préparation est prévue mais n'est pas comprise dans le délai d'exécution :
 - Le titulaire ne pourra notifier l'ordre de démarrage des travaux que lorsqu'il aura été informé par le coordonnateur SPS de l'intégration des Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) dans le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) ;
- Pour le commencement des travaux des marchés dont une période de préparation est prévue et comprise dans le délai d'exécution :

Le titulaire, après avoir :

- visé les documents remis par les entreprises pendant la période de préparation qui conditionnent le démarrage des travaux,
 - été informé par le coordonnateur SPS de l'intégration des Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) dans le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS),
- avise par écrit le maître d'ouvrage que les travaux peuvent commencer. Il notifie aux titulaires des marchés copie de ce document qui vaut autorisation de commencer les travaux.
- Le titulaire est membre du collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail et participe à toutes ses réunions

6-10. Contrôle technique

Le maître d'œuvre doit intégrer dans ses études, sans rémunération supplémentaire, l'ensemble des observations du contrôleur technique que le maître de l'ouvrage lui a notifié, afin d'obtenir un accord sans réserve tant au stade des études qu'à celui de la réalisation de l'ouvrage.

Si ces remarques interviennent après la mise au point des marchés de travaux et font suite, soit à l'application d'une réglementation nouvelle, soit à la modification d'une réglementation existante, les études supplémentaires peuvent donner lieu à une rémunération complémentaire pour le maître d'œuvre. Cette rémunération est négociée avec le maître de l'ouvrage et un avenant est établi, le cas échéant.

ARTICLE 7. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

7-1. Avances

Les avances sont régies par l'option A de l'article 11.1 du CCAG-MOE.

Une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Elle n'est due que sur la base du montant des tranches diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à un pourcentage du montant initial TTC de la tranche ferme ou optionnelle si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à ce même pourcentage de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Le pourcentage est fixé à 5 % pour la tranche ferme et pour chaque tranche optionnelle.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 4-2.1 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution de la tranche.

En application des articles R2191-11 à R2192-12 du CCP, le remboursement de l'avance, effectué par précompte au prorata sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre de la tranche atteint 65 % du montant initial TTC de la tranche. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur ou égal à 30 %, le remboursement de l'avance intervient dès la première demande de paiement.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-14 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RPA. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

ARTICLE 8. CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

8-1. Opération de vérification

8-1-1 Remise des documents

Les documents présentés par le titulaire sont remis à la conduite d'opération, sous forme dématérialisée dans un des formats suivants : [pdf, ppt, doc, xls, odt].

En complément un exemplaire sur support papier relié peut être demandé.

8-1-2 Délais d'admission des documents d'études

L'admission consiste en l'acceptation en l'état ou avec observations par la conduite d'opération.

Pour l'acceptation, le RPA décide si les observations sont mineures et si les documents d'études doivent être repris.

La décision du RPA doit être notifiée sous un délai de 15 jours au titulaire à partir de la date de remise de l'élément de mission considéré.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme admise avec effet à compter de l'expiration du délai.

8-1-3 Ajournement

L'admission peut être assortie de conditions à prendre en compte par le titulaire dans le délai fixé par l'article 21.2.1 du CCAG.

Suite à une décision d'ajournement, le RPA dispose, pour admettre les prestations mises au point, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

8-1-4 Réfaction

Par dérogation à l'article 21-3 du CCAG-MOE la décision motivée d'admission avec réfaction est, sans autre formalité, notifiée au titulaire. Lorsque le maître d'ouvrage estime que des prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, il notifie au titulaire une décision motivée de les admettre avec réfaction, c'est-à-dire entraînant une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées. Le titulaire dispose de 30 jours pour présenter ses observations ou adresser un mémoire en réclamation ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision du maître d'ouvrage. Si le titulaire formule des observations, le maître d'ouvrage dispose ensuite de 30 jours pour confirmer sa décision ou pour notifier une nouvelle décision. À défaut d'une telle notification dans ce délai, le

maître d'ouvrage est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

8-1-5 Rejet

Le rejet se fait dans les conditions fixées par l'article 21.4 du CCAG-MOE qui prévoit une procédure contradictoire préalable à la décision de rejet.

Suite à une décision de rejet, la maîtrise d'ouvrage dispose, pour admettre les prestations modifiées, présentées par le titulaire, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

8-1-6 Délais de vérification des autres documents présentés par le titulaire

Par dérogation à l'article 20.2 du CCAG-MOE, les décisions relatives à la vérification des documents présentés par le titulaire doivent intervenir avant l'expiration des délais suivants :

Elément de mission	Document	Délai
ACT	Dossiers de Consultation des Entreprises (DCE)	60 jours
	Analyse des candidatures	30 jours
	Analyse des offres	45 jours
AOR	Dossiers des Ouvrages Exécutés (DOE)	60 jours

Ces délais courent à compter de la date de l'accusé de réception par le MOA de ces documents.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, le titulaire doit relancer le MOA pour obtenir la notification. Le MOA peut décider de suspendre le délai d'acceptation.

En cas de rejet ou d'ajournement, le MOA dispose, pour donner son avis, après présentation par le titulaire des documents modifiés, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

La vérification peut être assortie de conditions à prendre en compte par le titulaire dans un délai fixé par le MOA et soumis aux dispositions ci-dessus.

8-2. Achèvement de la mission

La mission du titulaire s'achève à la plus tardive des dates suivantes :

- l'expiration du/des délai(s) de "Garantie de Parfait Achèvement" (G.P.A. prévue à l'article 44.1 du CCAG applicable aux marchés de travaux) ;
- la levée de la dernière réserve ;
- l'instruction du dernier mémoire de réclamation des entreprises ;

ou lorsque le MOA décide que les obligations contractuelles du titulaire sont globalement remplies.

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision établie par le RPA, sur demande du titulaire.

8-3. Résiliation

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 27 à 32 inclus du CCAG-MOE,

8-3-1 Résiliation pour motif d'intérêt général

Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du titulaire, à titre d'indemnisation, le pourcentage prévu à l'article 31 du CCAG-MOE est fixé à 5 %.

8-3-2 Résiliation pour faute du titulaire ou cas particulier

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le MOA des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG-MOE complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, la maîtrise d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 30 du CCAG-MOE.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-6 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le maître d'ouvrage peut résilier le marché pour ce motif, ainsi que conformément aux articles L2141-7 à L2141-11.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le maître d'ouvrage peut résilier le marché dans les conditions de l'article 30.2 du CCAG-MOE.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail conformément aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître d'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, dans les conditions définies à l'article 30 du CCAG-MOE.

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être

notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître d'ouvrage.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

8-3-3 Autres cas de résiliation

Le marché pourra notamment être résilié dans l'un des cas suivants :

- le titulaire s'avérerait incapable de concevoir un projet pouvant faire l'objet de marchés de travaux traités, dans les limites du seuil de tolérance fixé à l'article 5-3 du présent CCAP ;
- après appel à la concurrence infructueux, lorsque le titulaire ne pourrait mener à bien les études ou négociations permettant la dévolution des marchés dans les limites du coût prévisionnel.

ARTICLE 9. DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

L'article 1-5-3 du CCAP déroge à l'article 9-1-3 du CCAG MOE

L'article 4 du CCAP déroge à l'article 16-2-3 du CCAG MOE

L'article 8-1-4 du CCAP déroge à l'article 21-3 du CCAG MOE

L'article 8-1-6 du CCAP déroge à l'article 20-2 du CCAG MOE

L'article 4-3-3 du CCAP déroge à l'article 12-2-2 du CCAG Travaux

Nom du document : 2024.04.10 CCAP_MOE_PCTT_ChampNantStDenis.odt
Répertoire : C:\Users\catherine-a.duranton\Documents
Modèle : C:\Users\catherine-a.duranton\AppData\Roaming\Microsoft\Templates\Normal.dotm
Titre :
Sujet :
Auteur : DURANTON Catherine-Anne
Mots clés :
Commentaires :
Date de création : 21/09/2023 19:13:00
N° de révision : 32
Dernier enregist. le : 11/04/2024 18:56:00
Dernier enregistrement par :
Temps total d'édition : 1 099 Minutes
Dernière impression sur : 07/05/2024 14:12:00
Tel qu'à la dernière impression
Nombre de pages : 21
Nombre de mots : 10 798 (approx.)
Nombre de caractères : 59 391 (approx.)